

Gare aux mirages !

Société de l'information et développement

● ● ● **Michel Egger**, Lausanne

Responsable de politique de développement auprès de la Communauté de travail des œuvres d'entraide

La révolution digitale - Internet en tête - est en marche. Au pas de charge, même si 90 % de la population mondiale en restent encore exclus : le fameux « fossé numérique ». Les nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC) sont les moteurs de la mondialisation économique et financière. Elles sont aussi de puissants véhicules d'idées et d'images qui influencent notre vision du monde, nos façons de penser, nos modes de vie et de consommation. Elles marqueraient en cela l'entrée de l'humanité dans une ère nouvelle : la « société de l'information ». Un monde dominé par la circulation rapide de l'information et des savoirs, à travers la mise en réseau planétaire des organisations et des citoyens.

L'accès à ces TIC et leur utilisation dans tous les domaines - économie, santé, éducation, etc. - sont-ils pour autant la promesse d'un progrès infini, le sésame de la prospérité et du bien-être collec-

tifs, permettant aux pays du Sud non seulement de vaincre les obstacles à leur développement, mais encore d'en brûler les étapes ? Al Gore, alors vice-président des Etats-Unis, a voulu nous le faire croire en 1994 avec son projet des autoroutes de l'information.

D'autres instances comme le G8 ou la Banque mondiale ont peu ou prou repris cette techno-utopie de la communication. Elle apparaît notamment dans la *Déclaration onusienne du Millénaire* : « Les TIC peuvent s'avérer de puissants outils pour accélérer la croissance générale et le développement durable et lutter contre la pauvreté. » On la retrouve en filigrane dans les textes officiels - la *Déclaration de principes* et le *Plan d'action* - adoptés par les Etats lors de la première phase du Sommet mondial sur la société de l'information qui s'est tenue à Genève du 10 au 12 décembre 2003. Une forme de discours « paradigmatique » où se mêlent croyance eschatologique dans le pouvoir transformateur de la technique et idéologie marchande néo-libérale. Plusieurs points font cependant problème.¹

Débats éthiques

Flou, faussement évident, le concept de « société de l'information » participe d'une vision avant tout « technocen-

société

Le concept de « société de l'information », porteur d'enjeux éthiques primordiaux, a tendance à se confondre avec celui d'« économie de l'information », comme l'a montré la première phase du Sommet de l'information. Un plongeon au cœur d'une vision du développement que l'on espérait obso-lète, calquée sur le modèle et les besoins des pays du Nord.

1 • Pour un panorama des problèmes liés aux discours et pratiques de développement en matière de technologies de l'information et de la communication, voir : **Institut universitaire d'études du développement**, *Annuaire suisse de politique de développement. Société de l'information et coopération internationale*. Development.com, novembre 2003, 240 p. Avec en complément un CD-Rom comprenant plus de 600 documents, photos et vidéos, plus de 600 sites référencés, un répertoire des institutions actives dans ce domaine.

trique » et marchande. On barbote le plus souvent dans une forme de déterminisme qui associe avancée technique, croissance économique et progrès social. Or jamais une technologie n'a « fait » une société. Même s'ils sont et vont être de plus en plus au cœur des rapports sociaux, de production et de pouvoir, ce ne sont pas les TIC, ni les médias, ni les réseaux qui « feront » la société de l'information, mais les citoyens et les communautés.

Comme le dit justement le sociologue Dominique Wolton, « la communication ne se ramène jamais à la technique. Ses deux autres dimensions, culturelle et sociale, sont au moins aussi importantes, même si elles changent moins vite et sont moins spectaculaires. Ce n'est pas l'infrastructure technique qui donne son sens à la société, mais la manière dont elle est articulée à un système de valeurs. En matière de communication, l'essentiel n'est pas du côté des techniques, mais de ce qu'elles véhiculent, et surtout de ce que les hommes en font. »²

Vérité élémentaire sans doute, mais qu'il est utile de répéter en ces temps de fascination exacerbée - au Sud comme au Nord - pour les prouesses de la technologie, avec tous les fantasmes et conformismes qui l'entourent. Cela d'autant plus que l'accès universel au cyberspace n'est pas automatiquement synonyme de meilleure communication entre les êtres, ni de progrès social et personnel.

Les TIC sont, par nature, profondément ambivalentes. Elles peuvent promouvoir la démocratie comme renforcer les Etats totalitaires, contribuer à la suppression autant qu'à la création d'emplois, stimuler la diversité culturelle comme sa « macdonaldisation », favoriser le terrorisme comme aider à le combattre, être un espace de liberté

individuelle ou l'instrument privilégié de Big Brother, voire de nouvelles formes de dépendance.

Il faut donc veiller à ne pas confondre *économie* de l'information et *société* de l'information. La première (fonctionnelle) obéit à une logique de besoins et d'intérêts, la seconde (normative) à l'ordre de l'idéal et des valeurs. Du développement de celle-là, cravachée par le marché, découlent toute une série de questions pour celle-ci. Ainsi l'information est-elle une marchandise ou un droit fondamental ? Le savoir est-il un bien public ou un produit « privatisable » ? Quel est le but prioritaire des médias ? Développer une conscience citoyenne et critique par une information indépendante, créer du sens et du lien social ou rentabiliser le capital en conquérant des parts de marché ? Un gouvernement peut-il promouvoir les logiciels libres ou - au nom des principes de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) - doit-il permettre à Microsoft de prendre tout le monde aux rets de son monopole ? Les ondes hertziennes sont-elles à vendre au plus offrant ou à réserver en partie aux radios communautaires, si importantes pour le développement du Sud ? Et, plus fondamentalement encore, à quelles conditions l'abondance de l'information et le déploiement des réseaux contribuent-ils à l'émergence d'une société plus libre, équitable et solidaire, à davantage de respect et de partage, à une meilleure compréhension entre les êtres humains et les communautés ?

Toutes ces questions - énormes - appellent à des choix. On ne peut y répondre qu'en fonction de valeurs éthiques, d'un

2 • Dominique Wolton, Olivier Jay, *Internet. Petit manuel de survie*, Flammarion, Paris 2001, 186 p.

projet politique et de société, d'une vision de l'être humain et du « vivre ensemble ». A travers de larges débats, des processus de décision transparents et démocratiques impliquant tous les acteurs : gouvernements, secteur privé, organisations de la société civile. Nous touchons là au vrai enjeu du Sommet mondial sur la société de l'information, ainsi que l'ont montré - par la négative - les blocages sur les droits de l'homme, la liberté des médias ou encore la gouvernance d'Internet.

L'illusion du rattrapage

Le même réductionnisme se retrouve dans le concept un peu fourre-tout de « fossé numérique ». Celui-ci relève également d'une vision techniciste, commerciale et individualiste propre à l'Occident. Chez nous, chacun veut avoir son PC et son accès à Internet. Dans les pays du Sud, en revanche, les gens ont souvent un usage communautaire des TIC. Le nombre d'ordinateurs ou de téléphones par habitant - indicateur-clé du « fossé numérique » - y a socialement et culturellement peu de sens. Il est en revanche très important pour les fabricants d'informatique et les entreprises de télécoms, toujours en quête de nouveaux marchés. Qui dit « fossé numérique », dit implicitement « retard » à rattraper. Le débat sur la société de l'information nous a replongés dans une vision du développement qu'on croyait révolue : une perspective linéaire et diffusionniste, où les besoins des pays en développement (à la traîne) sont définis par rapport aux sociétés développées (en avance). Idéologie contestable, hégémonique et trompeuse. Contestable, car aussi dépréciative pour les pays du Sud que la notion de « sous-dévelop-

pement ». Hégémonique, car érigeant *de facto* en norme universelle un modèle technologique élaboré et promu par le Nord.

Le raisonnement, à cet égard, est implacable : puisque la « société de l'information » est l'horizon futur incontournable de l'humanité, les « info- pauvres » n'ont plus le choix : ils *doivent* être connectés. De « potentiels », les TIC deviennent peu à peu des « besoins ». Les pays pauvres et émergents sont donc appelés - dans le jargon des « développeurs » - à augmenter leur *e-readiness*, en élaborant des *e-stratégies*, pour galvaniser leur *e-développement*, via notamment l'accroissement de leur *e-commerce* et l'amélioration de leur *e-gouvernance*.

Et que signifie être *e-ready* pour un gouvernement ? C'est, nous expliquent les entreprises de management qui ont établi indicateurs et classements par pays, être capable de libéraliser son économie afin d'attirer les investissements privés étrangers. Le pire, c'est que ces indices sont repris par nombre d'agences de développement. On voit là comment, par un glissement insidieux et pervers, les standards de la « pensée business » - conçus au départ par et pour les pays riches - finissent par s'imposer aux plus pauvres !

Cette approche est également trompeuse, car il n'est rien de plus illusoire que la théorie dite du « rattrapage », qui a échoué dans les autres secteurs du développement. Toute inégalité technologique est en effet, par définition, la source d'une nouvelle inégalité. Aujourd'hui, c'est la connexion aux réseaux. Demain, ce sera la largeur de la bande passante. Après-demain, encore autre chose. On peut faire confiance aux multinationales du Nord, qui ont la triple maîtrise des réseaux, des technologies et des programmes, pour maintenir leur avantage concurrentiel.

Le « techno-apartheid » n'est donc pas prêt de se résorber, d'autant plus que le modèle économique de diffusion des TIC actuellement en vogue est plus générateur de nouvelles inégalités que le contraire.

Le *Plan d'action* issu du Sommet de Genève a des objectifs ambitieux : connexion d'ici à 2015 de tous les villages, universités, écoles, centres de santé et hôpitaux, administrations publiques. Mais les gouvernements des pays industrialisés se sont opposés à la proposition du président sénégalais Abdoulaye Wade - soutenue par les pays africains et du Sud - de créer un fonds de solidarité numérique. Dans ce domaine aussi, l'heure est à la loi du marché et aux partenariats public-privé. Avec le risque de concentrer le développement des infrastructures et des services dans les régions les plus riches et densément peuplées, au détriment des zones rurales et pauvres !

Sauver l'info-diversité

De fait, l'accès inégal aux TIC n'est pas un « fossé » (à combler), mais bien une « fracture ». Celle-ci est à la fois le reflet et le fruit du problème - infiniment plus vaste - des fractures économiques et sociales croissantes à travers le monde, liées à la globalisation néo-libérale. Ce n'est évidemment pas en connectant le plus de monde possible qu'on va résoudre ces inégalités, dont les causes sont multiples et complexes.

De plus, comme le relève Dominique Wolton, « à quoi cela sert-il d'être connecté quand on ne sait pas qu'en faire ? Les dispositifs techniques ne suffisent pas à construire du savoir. L'égalité d'accès à toutes les bibliothèques du monde et à toutes les banques de données ne crée pas automatiquement une

démocratie de la connaissance et de l'information, une égalité face aux savoirs. » Il faut donc aborder la fracture numérique d'une manière plus large et globale. En considérant non seulement la connectivité et la réception/consommation de messages, mais aussi la capacité à participer aux échanges, par la production de contenus locaux et la promotion d'usages créatifs. Une manière de sortir des schémas éculés sur les relations Nord-Sud, car, sur ce plan, le Sud peut être aussi inventif que le Nord et les idées circuler dans les deux sens. L'essentiel, c'est que les pays du Sud puissent s'approprier les outils, les utiliser en fonction de leurs besoins propres, de leurs spécificités culturelles et linguistiques. D'où l'importance cruciale des logiciels libres et à codes-sources ouverts.

L'enjeu, finalement, est celui de l'info-diversité. Une réalité aussi importante pour l'humanité que la biodiversité pour l'environnement. Plus les structures et moyens techniques, les canaux et les réseaux seront les mêmes sur la planète, plus le maintien de la diversité des modes culturels de communication, des systèmes de rapports sociaux, des univers de signes et de symboles sera important. Dans cette perspective, contrairement aux textes du Sommet, il ne faudrait pas parler de *la*, mais bien *des* sociétés de l'information.

Quelle que soit la maigreur de ses résultats, l'un des principaux mérites du Sommet de Genève est d'avoir ouvert le vaste chantier de la société de l'information. Il reste maintenant - pour tous les acteurs - à l'investir, se retrouser les manches, forger les outils adéquats et construire. Sans tarder, car la seconde phase, qui se déroulera à Tunis en novembre 2005, sera très vite là.

M. E.